

4

**L'EVOLUTION DU MARCHÉ
CENTRAL DE YAOUNDE.
COMPARAISON
DE DEUX ENQUÊTES**

André FRANQUEVILLE

SOMMAIRE

Deux enquêtes, menées en 1968 et 1973 dans des conditions identiques sur le « Marché des Femmes », au Marché Central de Yaoundé, ont montré la stabilité des effectifs de vendeurs et de vendeuses, dont plus de la moitié habitent la ville elle-même ; les autres viennent surtout de villages situés sur l'axe Yaoundé-Obala-Saa. Il apparaît que ce marché atteint à présent une clientèle plus diversifiée, et qu'il s'est davantage spécialisé dans les fruits et légumes obtenus en cultures maraîchères. Les besoins grandissants d'une population en croissance rapide ont suscité dans la capitale la création de plusieurs autres marchés, dont certains ont pris une importance majeure (Mvog Ada, Moko-lo...) et jouent un rôle fondamental dans l'approvisionnement des citadins.

SUMMARY

Two studies, one conducted in 1968 and the other in 1973 under identical conditions, on the « Market of Women » at the Central Market of Yaoundé, have revealed the stability of the number of salesmen and saleswomen, of which more than half live in the city itself ; the others come for the most part from villages situated along of Yaoundé-Obala-Saa axis. It appears that this market at present attracts a more diversified sort of clientele, and that it has further specialized in fruits and vegetables obtained from truck farms. The growing needs of a rapidly expanding population have resulted in the creation of several other market places in the capital, some of which have become quite large (Mvog Ada, Mokele, etc.) and which play an important role in feeding the inhabitants.

Inquiétant sujet de conversations quotidiennes, la hausse des prix des vivres à Yaoundé constitue un problème tant pour la ménagère que pour les autorités qui s'efforcent de l'endiguer. Les causes en sont certainement variées. On peut reprocher aux paysans leurs prix de vente trop élevés, aux revendeurs leurs marges bénéficiaires trop fortes, aux transporteurs leurs tarifs récemment augmentés, mais ne s'agit-il pas seulement là des manifestations les plus visibles des tensions que subit le rapport de l'offre et de la demande sur le marché vivrier de la ville ? N'est-ce pas au niveau de ces tensions que doit se situer l'analyse et que doivent être entreprises les interventions ? La question fondamentale devient alors la suivante : le marché vivrier de Yaoundé est-il adapté à la population actuelle ?

La population de la ville ⁽¹⁾ est passée de 58 000 habitants au recensement de 1957 à 165 000 à celui de 1969, soit une augmentation de 107 800 habitants en douze ans, ce qui représente quelque 9 000 habitants supplémentaires chaque année (taux d'accroissement moyen annuel pour cette période : 9,2 %). Face à cette croissance forte et continue comment le ravitaillement de la ville s'est-il organisé pour répondre aux besoins alimentaires sans cesse grandissants ? Comment la ville arrive-t-elle à nourrir chaque année 9 000 habitants de plus ?

On peut suggérer plusieurs hypothèses qui répondraient à la question :

- a) La zone de ravitaillement qui assure la couverture des besoins vivriers de la ville s'étend progressivement, ce qui permet d'augmenter le volume de l'offre.
- b) La zone de ravitaillement ne s'étend pas, mais elle est mieux organisée grâce à une agriculture vivrière plus intensive et à un réseau de collecte plus efficace ; le volume de l'offre augmente donc.
- c) Aucune des hypothèses précédentes n'est vérifiée ; le volume de l'offre n'augmente pas en fonction de la croissance de la population et les prix montent de façon inéluctable.

L'observation des faits donne à penser que, depuis quelques années, la troisième hypothèse était la seule bonne. L'intervention récente des pouvoirs publics, concrétisée par le projet de « ceinture verte de Yaoundé » se place dans le cadre de notre deuxième hypothèse. Cet article vise à examiner l'éventualité de la première, sur un exemple limité, celui du Marché Central de Yaoundé, l'un des plus importants et des plus anciens de la ville, avec celui de Mokolo. La réponse qu'il apportera ne saurait donc être que très partielle et son principal intérêt est, à nos yeux, de suggérer des orientations pour les recherches ultérieures sur ce sujet

Deux enquêtes successives ont été menées sur le marché, l'une en 1968, l'autre en 1973, soit 5 ans plus tard. Si l'on admet qu'en cet espace de temps la population de la ville a gardé le rythme de croissance qu'elle avait entre 1957 et 1959, l'accroissement correspondant représente environ 45 000 personnes supplémentaires. Entre nos deux enquêtes, la zone de ravitaillement de ce marché s'est-elle modifiée de façon à répondre à la croissance des besoins alimentaires ?

Les enquêtes.

La première enquête a été réalisée en 1968, dans le cadre des travaux de la Section de Géographie de l'ORSTOM ; elle n'était qu'un élément dans une étude d'ensemble des relations ville-campagne au nord de Yaoundé ⁽²⁾. La renouveler, cinq ans plus tard, devait permettre de déceler l'éventualité d'une évolution quelconque des résultats acquis précédemment.

(1) Y compris les étrangers.

(2) FRANQUEVILLE (A.) : 1972.

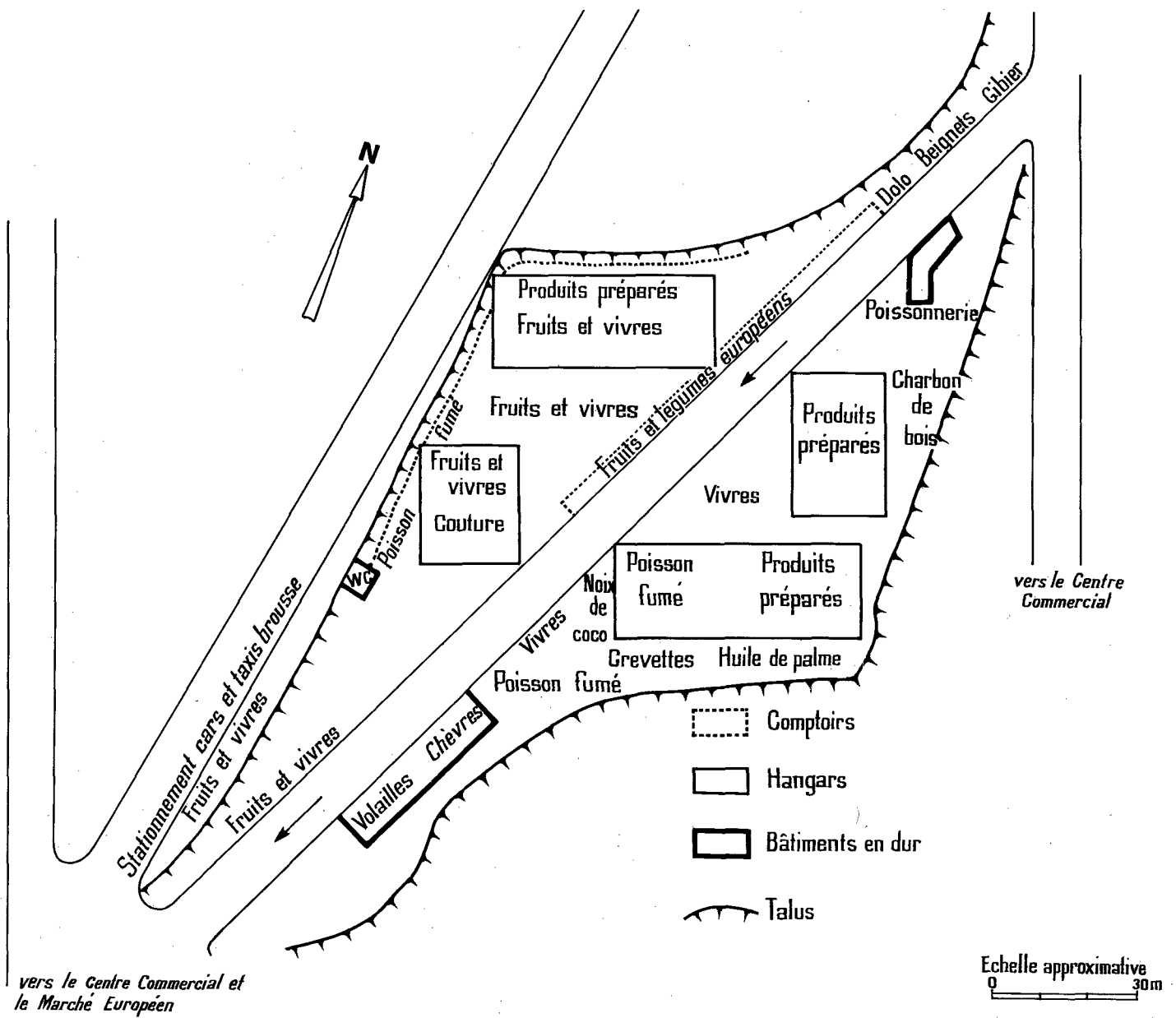


Figure 1 – PLAN SCHÉMATIQUE DU MARCHÉ DES FEMMES

Ces deux enquêtes se sont évidemment déroulées dans des conditions les plus semblables possibles. Elles ont eu lieu au même moment de l'année (22 octobre 1968 et 30 octobre 1973), c'est-à-dire en saison des pluies, un même jour de la semaine (le mardi) pour pallier l'influence possible des autres marchés se tenant le même jour en brousse, dans les mêmes limites d'horaires et avec les mêmes techniques. Dans les deux cas, aucune information concernant les prix des denrées offertes n'a été utilisée. On peut le regretter, mais l'expérience montre que, lors de telles enquêtes, trop voyantes, il est parfaitement inutile de demander les prix : les réponses sont systématiquement faussées, le prix déclaré est toujours inférieur à celui qui sera pratiqué quelques minutes plus tard. On sait d'autre part que ces prix varient suivant l'heure de la journée, suivant l'activité du marché, suivant la saison, et, bien sûr, suivant la solvabilité présumée du client. L'objectif premier était de déterminer l'origine des produits vivriers locaux offerts et de cerner ainsi l'aire de ravitaillement du marché.

Sans reprendre ici la description des installations et le fonctionnement du marché, rappelons seulement qu'il est, en réalité, constitué de deux parties bien séparées ; l'une, « Marché Européen », entièrement couverte et aménagée en stalles, avant tout fourni en produits répondant aux habitudes alimentaires d'Europe, est fréquentée par la population aisée de la ville qui ne constitue qu'une faible fraction des citadins ; l'autre, « Marché des Femmes » ou « Marché Vivrier », aménagée de façon beaucoup plus sommaire (fig. 1), offre aux clients des produits vivriers locaux qui constituent l'alimentation quotidienne de la majorité de la population, tant urbaine que rurale. Nos enquêtes ont été uniquement consacrées à ce dernier marché, plus représentatif des liens qui unissent la ville à sa région proche.

Les résultats

En cet espace de cinq ans, le Marché des Femmes n'a guère, extérieurement, changé d'aspect même nombre de bâtiments et de hangars, même embouteillage de voitures, cars et taxis-brousse que les revendeurs prennent d'assaut quand ils arrivent, même entassement des vendeuses et même abondance de débris variés qui jonchent le sol boueux et donnent à ce marché, il faut le reconnaître, une fâcheuse impression de saleté que la présence des grands bacs-poubelles débordant d'immondices ne contribue pas à atténuer (ph. 1 et 2). Les seuls éléments nouveaux, construits le long du talus qui forme l'angle nord-ouest du marché, sont de petits baraquements en planches, couverts de tôles, qui constituent autant d'échoppes numérotées de 1 à 50, consacrées les unes à la vente du poisson séché, les autres à la vente d'articles de mercerie, d'épicerie ou de tissus, de vêtements et de pacotille variée. Notons, encore que sur la partie droite de la rue transversale, les comptoirs sommairement installés par les revendeurs et présentant des fruits et des légumes européens, ont augmenté en nombre et occupent actuellement près de la moitié de cette façade du marché (ph. 3 et 4).

D'une enquête à l'autre, il apparaît que les effectifs des personnes pratiquant la vente ont peu varié, de même que leur composition. C'est à peu près le même total que l'on retrouve (environ 900 personnes) et il est remarquable de constater que leur répartition suivant leur provenance (ville ou brousse) est pratiquement la même (tableau 1).

TABLEAU I. — LIEUX DE PROVENANCE DES VENDEURS (en %)

Lieux de provenance	1968	1973	dont	
			hommes	femmes
Villages	41	44	1	43
Yaoundé	59	56	10	46
Total	100	100	11	89

La distinction entre hommes et femmes, qui n'avait pas été faite en 1968, non seulement justifie l'appellation de ce marché, mais montre que les hommes sont essentiellement des citadins. La faiblesse de cet effectif masculin s'explique bien si l'on songe que le soin des produits vivriers est, dans la société Bété, traditionnellement réservé à la femme, cela depuis la préparation du champ jusqu'à la récolte ; on conçoit que la commercialisation éventuelle d'une partie de cette récolte soit aussi l'affaire de la femme. Les hommes présents sur ce marché vendent, ou plutôt revendent, non pas des produits vivriers traditionnels, mais des fruits et des légumes européens (tomates, carottes, pommes de terre, agrumes...) cultivés le plus souvent en jardins maraîchers ; ils représentent en quelque sorte l'élément « moderne » de ce marché, encore minoritaire, mais qui, on l'a vu, a pris en cinq ans une certaine ampleur.

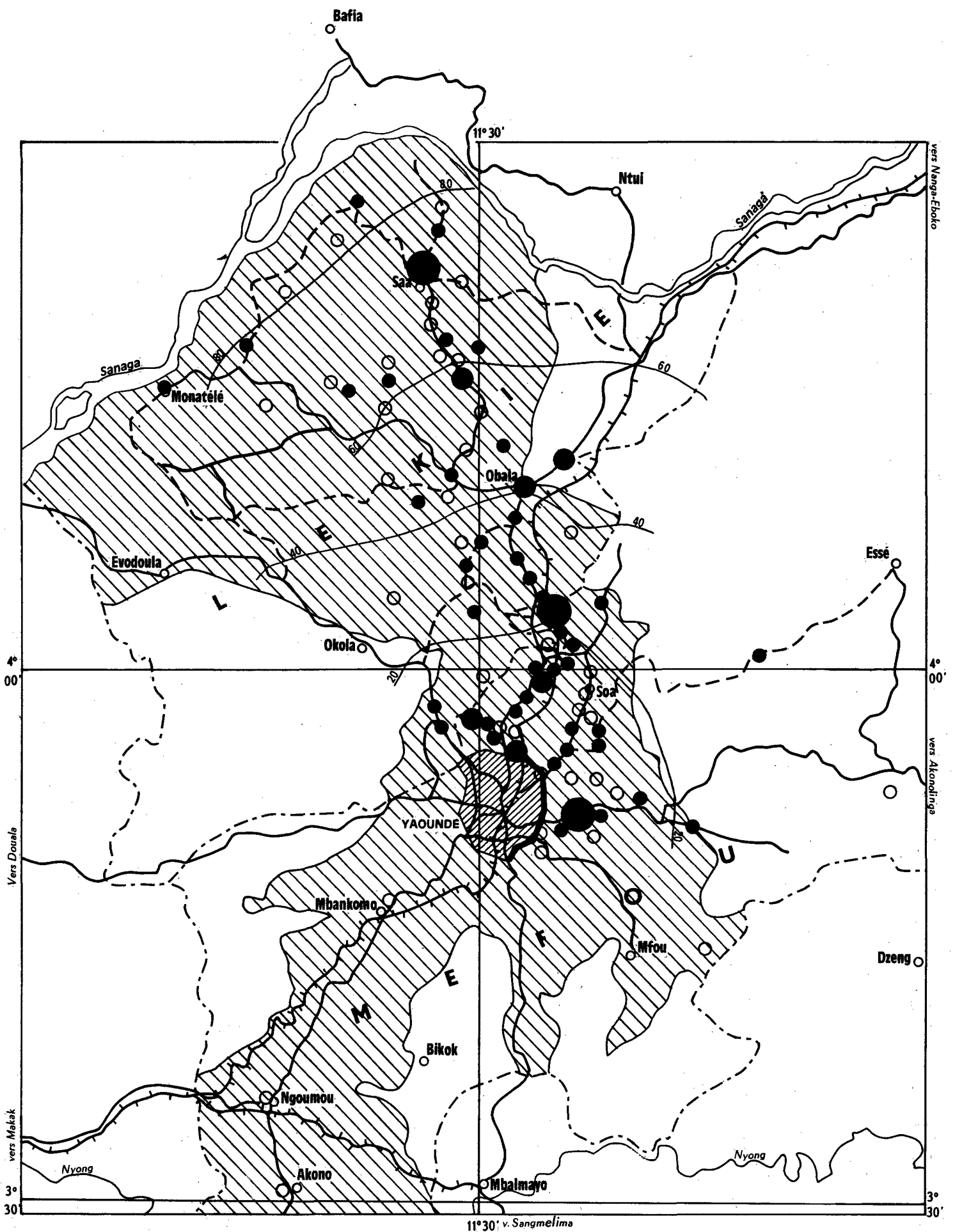
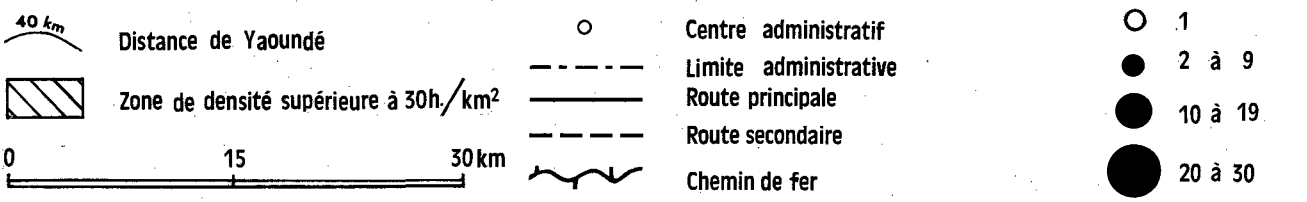


Fig 2 ORIGINE DES VENDEUSES DU MARCHÉ EN 1968



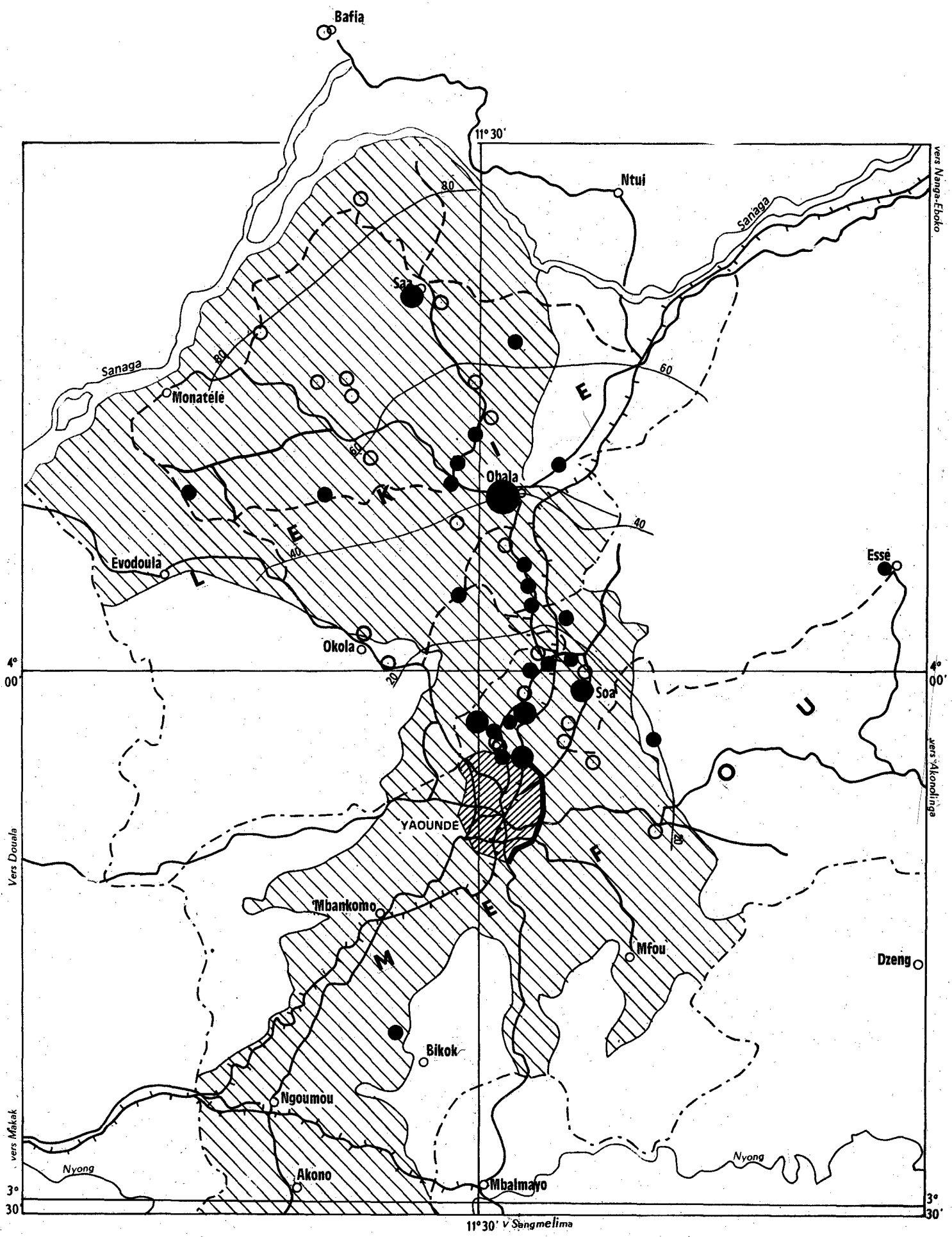
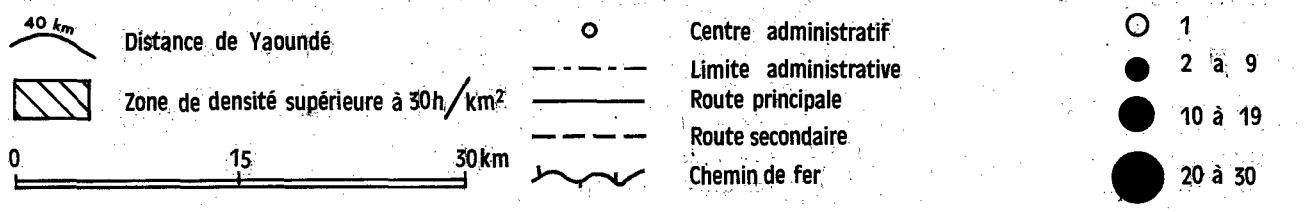


Fig 3 ORIGINE DES VENDEUSES DU MARCHÉ EN 1973



Vendeurs et vendeuses viennent, pour plus de moitié, non de la brousse, mais de la ville même ; il s'agit donc, dans plus de la moitié des cas, d'une revente, ce qui contribue à augmenter les prix. Cette activité de revente paraît d'ailleurs connaître chez les citadines un succès grandissant et constitue pour elles un moyen d'accéder à une certaine indépendance économique, ou simplement, de faire vivre leur foyer quand le mari est sans emploi ; il apparaît d'ailleurs, d'après nos autres enquêtes urbaines, qu'il s'agit surtout de femmes célibataires ou seules, exerçant là une activité régulière et lucrative (3).

Si l'on considère les quartiers de résidence de ces revendeurs (hommes et femmes) on constate que la majorité vient des deux quartiers populeux les plus proches du marché : Nlongkak (y compris Nkol-Eton) et la Briqueterie, mais que, de 1968 à 1973, la part de ces deux quartiers a diminué, passant de 59 à 42 %. C'est dire que d'autres quartiers sont aujourd'hui représentés qui n'apparaissaient guère ou pas du tout en 1968 : Mballa, Essos, Elig-Edzoa, Mfandena, Etoa-Meki...

Concernant cette activité de revente de vivres sur le Marché des Femmes, on peut donc conclure à une stabilité des effectifs entre les deux enquêtes (la baisse de 3 % n'est pas significative) mais aussi à une extension géographique de l'attrait qu'exerce sur les revendeuses ce type d'activité au Marché Central.

La comparaison des deux cartes (fig. 2 et 3) localisant les villages de résidence des vendeuses venant de la brousse offrir leurs vivres, met là encore en évidence une grande stabilité, celle de l'aire de ravitaillement du marché, durant cette période de cinq années. La principale zone concernée reste toujours celle de l'axe routier Yaoundé-Obala-Saa. Bien plus, la prépondérance de cet axe s'est encore accentuée entre les deux dates (tableau n° II).

TABLEAU II. — SITUATION DES VILLAGES
DES VENDEUSES VENANT DE LA BROUSSE (en %)

Axes routiers	1968	1973
Yaoundé-Obala	38	47
Obala-Saa	14	15
Ensemble	52	62

C'est au détriment des deux autres axes routiers que celui-ci est devenu prépondérant : la piste de Saa qui envoie un effectif beaucoup moindre qu'en 1968 et surtout la route d'Akonolinga dont les villages ne sont pratiquement plus représentés sur le marché. Cette évolution se traduit d'ailleurs, dans les chiffres relevés, par un effacement relatif du département de la Méfou devant celui de la Lékié : d'une enquête à l'autre les proportions se sont inversées (tableau III), et le ravitaillement de ce marché est devenu de plus en plus l'affaire des Eton et Manguissa et dans une moindre mesure, des Ewondo de la route d'Obala.

TABLEAU III. — DEPARTEMENT DE PROVENANCE
DES VENDEUSES DE LA BROUSSE (en %)

Département de provenance	1968	1973
Méfou	54	45
Lékié	46	55

On peut résumer l'ensemble de ces observations par le schéma suivant :

Vendeuses venant des villages de...	La Méfou : 45 % dont	de l'axe Yaoundé-Obala : 23 % des autres villages : 22 %
	La Lékié : 55 % dont	de l'axe Yaoundé-Obala : 24 % de l'axe Obala-Saa : 15 % des autres villages : 16 %.

(3) Concernant l'activité de ces revendeuses « bayamsalam », voir N'SANGOU A. (1973), 3^e partie A et C.

Si, pour la Lékié, le rôle de l'axe principal est prépondérant, pour la Méfou, il l'est moins, et les villages d'où viennent les vendeuses s'éparpillent dans les secteurs nord et nord-est de la zone proche de Yaoundé. Il s'agit là de la zone de banlieue accessible en empruntant les taxis urbains, ou même à pied. En considérant en effet la distance qu'ont parcourue ces vendeuses de vivres pour atteindre le marché, on s'aperçoit que la majorité vient de moins de 20 km, en 1973 comme en 1968 (Tableau IV).

TABLEAU IV. — DISTANCES PARCOURUES PAR LES VENDEUSES DU MARCHÉ

Km de Yaoundé	% de vendeuses		% cumulés	
	1968	1973	1968	1973
0-10	18	12	18	12
10-20	24	26	42	38
20-30	19	16	61	54
30-40	10	17	71	71
40-50	6	9	77	80
50-60	5	6	82	86
60-70	6	2	88	88
70-80	10	7	98	95
Plus de 80	2	5	100	100

En réalité on constate aussi que le quart d'entre elles vient, non de la zone la plus proche de Yaoundé (moins de 10 km), mais d'une zone comprise entre 10 et 20 km de la capitale ; entre les deux enquêtes, cette prépondérance s'est même accentuée et la part de la zone toute proche s'est encore amoindrie. Cela traduit deux phénomènes. D'une part le peu d'intérêt qu'éprouvent les « banlieusards » pour l'agriculture, vivrière ou autre : hommes et femmes qui résident si près de Yaoundé préfèrent de beaucoup trouver un emploi salarié en ville. On touche là un processus d'extension du mode de vie urbain aux dépens de l'activité agricole. D'autre part, la faible représentation de cette banlieue signifie aussi que la commercialisation des vivres qu'elle produit échappe au circuit normal et s'opère de gré à gré entre le producteur et le consommateur ou le détaillant. La vente se pratique au village même, ce qui permet au citoyen d'acheter à moindre prix et évite au villageois de se déplacer : il ne s'y résout qu'en cas de besoin d'argent immédiat.

Un renforcement de l'effectif se produit, en compensation, à une distance comprise entre 30 et 60 km de Yaoundé, ce qui correspond, grosso modo, à la zone d'Obala. Ce renforcement traduit, semble-t-il, le rôle grandissant du marché d'Obala dans l'approvisionnement de celui de Yaoundé ; un plus grand nombre de vendeuses qu'en 1968 provient de cette ville et il s'agit là des revendeuses appelées « bayam-salam ». La baisse constatée entre les km 20 et 30 est à mettre en parallèle avec l'effort de vente sur place que font depuis quelques années les maraîchers de ce secteur de la route d'Obala. Qu'au-delà de 70 km, les effectifs des vendeurs soient supérieurs à ceux de la zone plus proche de Yaoundé peut s'expliquer de diverses façons. Ou bien comme les densités de population sont plus élevées, cette zone envoie effectivement une représentation plus forte sur le marché ; c'est l'explication à laquelle nous nous étions arrêté en 1968. Ou bien les femmes enquêtées ont déclaré venir de Saa ou de Monatélé (plus de 70 et plus de 80 km) et ont été classées comme venant effectivement de ces distances alors qu'elles viennent seulement de villages de ces arrondissements et devraient donc être réparties entre les km 50 et 90. Ou bien, phénomène identique à celui de la ville d'Obala, il s'agit de femmes venant de ces chefs-lieux, mais ce sont alors aussi des revendeuses. Les trois hypothèses sont également plausibles.

CONCLUSION

C'est donc par la négative que nous sommes conduits à répondre à la question posée. Non seulement l'aire de ravitaillement du Marché Vivrier ne s'est pas étendue au cours de ces cinq années, mais, au contraire, il apparaît qu'elle s'est rétractée et tend à se limiter à une zone de la Lékié qui comprend les arrondissements d'Obala et, en partie, ceux de Saa et de Monatélé. On constate donc que l'accroissement de la population urbaine durant cette période n'a eu, sur ce marché pour le moins, aucune répercussion de l'ordre que nous avons envisagé. Que faut-il en penser ?

Deux facteurs sont intervenus qui contribuent à expliquer cette étonnante constatation. D'une part, au cours de ces dernières années, le rôle joué par ce Marché des Femmes a changé. En 1965, le rapport d'enquête de la S.E.D.E.S. (4) notait : « Le Marché des Femmes, contrairement au marché couvert fréquenté par la clientèle européenne et la classe aisée de la population camerounaise, présente aux ménagères des produits vivriers locaux, du petit bétail sur pied et des volailles. » Aujourd'hui il apparaît que ce marché est, lui aussi, dans une large mesure fréquenté par cette clientèle européenne ou camerounaise aisée : il est devenu en bonne partie une extension du marché couvert et offre lui aussi aux ménagères des produits consommés dans les milieux aisés de la capitale. Cette évolution de l'offre peut révéler une modification progressive des habitudes alimentaires du citoyen, ou encore un gonflement de la classe sociale qui jouit d'un niveau de vie élevé à Yaoundé. L'apparition de ce nouveau type de clientèle sur ce marché explique d'ailleurs en partie que le taux des prix pratiqués soit supérieur à celui des autres marchés urbains. On saisit donc là un processus de diversification de la fonction du marché qui n'en continue pas moins à répondre également aux besoins des quartiers populaires proches. L'évolution survenue est d'ordre qualitatif, non quantitatif ; elle est fonction non de la croissance de la population urbaine mais d'un changement de l'appartenance sociale de la clientèle. Une autre explication rend également compte des prix forts pratiqués ici : l'aire de ravitaillement de ce marché, telle que nous l'avons cernée, se limite, aujourd'hui plus encore qu'en 1968, à la partie de la zone nord de Yaoundé qui connaît le plus de problèmes. C'est là en effet (5) que les densités de population sont les plus fortes et que les terres cultivables sont utilisées au maximum, non sans manifestations d'épuisement et d'érosion des sols, au point que l'alimentation même des populations rurales s'en trouve parfois compromise. On conçoit donc que cette aire d'approvisionnement, naturellement dessinée par le réseau routier et l'état actuel des transports, tende à fournir le marché en produits vivriers locaux vendus à haut prix et, de plus en plus, à se spécialiser dans les fruits et légumes obtenus en culture maraîchère dans les bas-fonds humides, seuls endroits du terroir villageois restés encore libres. J. L. Morinière a d'ailleurs montré que sur les 177 maraîchers dont l'exploitation dépasse 2 ares, 143 (80 %) sont installés sur l'axe routier d'Obala (6).

D'autre part, si la demande induite par la croissance de la population urbaine est apparemment sans effet sur le Marché Central, elle s'est en fait répercutée sur les autres marchés de la ville. Il existait en 1965 six marchés à Yaoundé dont seuls trois étaient importants : Marché Central, Messa (ou Mokolo)

(4) S.E.D.E.S. : 1967 (p. 74).

(5) LEFEBVRE (A.) : 1973.

(6) MORINIÈRE (J.-L.) : 1972.

et Awaé (ou Mvog Mbi), les trois autres étant beaucoup moins fréquentés : Nlongkak (ou Nkol-Eton), Mélen, Mvolyé (7). En 1973, il existe à Yaoundé onze marchés dont six sont importants : outre les trois déjà cités, Nkol-Eton, Nkol-Ewé (ou Mvog Ada), Ndjong-Mélen (ou Mélen) et quatre autres dont le rôle n'est pas négligeable : Madagascar, Dakar, Jamot, Ngoa-Ekélé ; seul celui de Mvolyé reste secondaire, ne fonctionnant que le dimanche. De nouveaux marchés sont donc apparus. « A Yaoundé, il y a autant de marchés que de collines et de quartiers », écrit même un journaliste (8). Ils ont ravi au Marché Central le rôle prépondérant qu'il avait autrefois, tandis que d'autres ont pris plus d'importance. Exemple significatif : le marché de Mvog Ada, à présent déplacé à Nkol Ewé et aménagé, a, si l'on peut dire, capté les villages de la route d'Akonolinga qui ravitaillaient en 1968 le Marché Central. Autre confirmation de cette évolution : l'agrandissement actuellement en cours et la modernisation du marché de Mokolo qui voit sa superficie doublée. Il est devenu sans conteste le marché le plus animé de la ville, les ventes s'y opèrent toute la journée et même une partie de la nuit. Sa contribution au ravitaillement de la capitale est aujourd'hui primordiale et devrait faire l'objet d'une sérieuse étude. Par contre, le cas du Marché Central s'avère être devenu trop marginal pour permettre de juger des modalités du ravitaillement de la ville.

Telles sont les conclusions que les résultats de ces deux enquêtes successives permettent d'envisager. Elles plaident en faveur d'un élargissement du champ de ces recherches qui saisirait la contribution de chaque marché urbain ou même péri-urbain, et montrerait sans doute que, contrairement au Marché Central, ceux-ci connaissent une activité qui croît au rythme de l'augmentation de la population. Quelle est l'extension de la zone qui nourrit véritablement la ville, et jusqu'où s'étendent les aires d'approvisionnement respectives de ces marchés le long des grands axes de communication ? Car il est bien évident que c'est de ces axes, de leur praticabilité et de leur fréquentation que dépend le contour de cette zone d'approvisionnement, et il est non moins évident que sans extension du réseau des communications, « les efforts de modernisation ou d'amélioration de l'agriculture restent vains » (9) de même que ceux d'un meilleur approvisionnement de la ville.

(7) S.E.D.E.S., *op. cit.*

(8) EBONGUE SOELLE : 1972.

(9) SANTOS (M.) : 1967.

Bibliographie

- EBONGUE SOELLE : Faire le marché à Yaoundé. Les ménagères ont le choix.
Bingo n° 230 - Mars 1972 - Supplément Afrique Centrale, pp. 1-2.
- FRANQUEVILLE André : Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé.
Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. IX, n° 3, 1972, pp. 337-387.
- LEFEBVRE André : Conditions d'un développement intégré dans la Lékié. Groupe des Conseillers en Développement d'Afrique Centrale - 4 T. Mult. 1973, 106 p. mult., Yaoundé.
- MORINIERE J.L. : La région maraîchère intra et péri-urbaine de Yaoundé - in : Dix études sur l'approvisionnement des villes. Travaux et Documents de Géographie Tropicale n° 7 - décembre 1972, C.E.G.E.T., pp. 47-80.
- N'SANGOU Arouna : Production et commercialisation des produits vivriers de la Lékié.
Mémoire d'Economie Rurale. Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture de Montpellier, 249 p. mult., annexes, 1973.
- ONGLA Jean : Etude économique de la production vivrière dans la zone d'intervention de Yemessoa.
Bulletin de Recherches n° 1. ENSA., mars 1973, 106 p. mult. Yaoundé.
- SANTOS Milton : L'alimentation des populations urbaines des pays sous-développés.
Revue Tiers-Monde, T. VIII, n° 31, juillet-septembre 1967.
- S.E.D.E.S. : Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé, 1964-1965. Fascicule III, 151 p., 1967, Paris.



▲ Phot. 1.— Vue générale du Marché des Femmes. *Les vivres sont posés à même le sol.*

Phot. 2.— L'arrivée d'un car de brousse sur le marché. ▼

(Clichés de l'auteur)



PLANCHE II



Phot. 3▲

La vente des fruits et légumes européens.

(Clichés de l'auteur)

Phot. 4▼

